

**FRANCE (CORSE)**

**Les auteurs d'une nouvelle série de violences racistes doivent être rapidement traduits en justice**

*Index AI : EUR 21/001/2004*

*ÉFAI*

Lundi 29 novembre 2004

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Les autorités françaises doivent faire de la poursuite en justice des auteurs d'attentats racistes une de leurs priorités, a déclaré Amnesty International ce lundi 29 novembre. L'organisation craint pour les droits des immigrés et ceux des personnes issues de l'immigration en Corse après une inquiétante série d'actes de violence racistes sur l'île.

Dans la nuit du 27 novembre 2004, la maison d'un imam marocain, abritant également une salle de prières à Sartane en Corse du sud, a été attaquée par un groupe d'hommes armés qui ont tiré à travers la porte après avoir frappé. L'imam Mohammed al Akrach s'apprêtait à ouvrir mais y a renoncé en entendant des insultes racistes. Les hommes auraient tiré à cinq ou six reprises à travers la porte. L'imam n'a pas été blessé. L'attaque, qui fait l'objet d'une enquête judiciaire, s'est produite un an après une autre attaque sur cette même maison, dont l'entrée avait alors été arrosée d'un liquide inflammable avant que quelqu'un n'y mette le feu. La semaine dernière, une agression raciste visant une famille originaire de Tunisie a eu lieu à Calvi ; des coups de feu ont été tirés et des cocktails Molotov lancés sur la maison où vivaient une femme et quatre enfants. Des graffiti racistes auraient été retrouvés sur les lieux.

*« L'identité des auteurs de l'attaque la plus récente n'est pas connue. Toutefois, les nationalistes et autonomistes corses, dont certains ont revendiqué la responsabilité d'attaques racistes dans le passé, doivent se montrer particulièrement fermes dans leur condamnation de ces actes, quels que soient l'identité ou les objectifs de leurs auteurs »,* a déclaré Amnesty International.

En septembre 2004, Amnesty International avait exprimé son inquiétude face aux menaces et actes d'intimidation visant des défenseurs et des groupes de défense des droits humains qui avaient dénoncé les nombreux actes de violence et de

haine raciale dirigés en particulier contre la communauté nord-africaine. Cette nouvelle vague d'attentats est la dernière en date d'une série d'agressions qui se sont produites sur l'île. Parmi les actes de violence recensés figure le plastiquage de maisons, de bureaux et de voitures. Selon certaines informations, des membres de la communauté marocaine se seraient sentis tellement menacés qu'ils auraient quitté l'île et d'autres auraient le projet de les suivre.

**Complément d'information**

Le nombre d'attaques racistes en Corse a augmenté de façon continue au cours de ces dernières années. Cinquante-six se seraient produites depuis septembre 2003, dont plus de trente en 2004. En 2002, les agressions racistes sur l'île auraient été les « *pires depuis dix ans* » et leur nombre aurait été multiplié par trois par rapport à 2001, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur et les données de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (NCCDH). Si l'on en croit ces chiffres, 62 p. cent des violences en Corse auraient visé des Nord Africains. La Corse est la région française où la population immigrée est la plus nombreuse après l'Ile-de-France.

Le 17 septembre 2004, une manifestation s'est tenue à Corte, en Haute-Corse, à l'initiative d'un certain nombre de personnes et d'organisations, dont Amnesty International, pour protester contre les actes de violence visant des personnes non originaires de Corse ou des biens appartenant à des membres de la communauté immigrée. En septembre 2004, les nombreux actes de haine raciale, dirigés en particulier contre la communauté marocaine, ont été attribués à une constellation de petits groupes armés à visées nationalistes. Des organisations de défense des droits humains ont également été prises pour cibles. Un petit groupe armé appelé *Clandestin Corsi* a publié un communiqué dans lequel il félicitait le « *mouvement clandestin anonyme* » pour avoir attaqué le domicile d'un Nord Africain à Biguglia. Il menaçait également le groupe corse anti-raciste *Ave Basta* et la Ligue des droits de l'homme (LDH), groupe de défense des droits humains, pour leurs déclarations condamnant les attentats en Corse parues dans des journaux corses. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service**

**Amnesty International**  
*BULLETIN D'INFORMATION 305/2004*

---

de presse d'Amnesty International à  
Londres, au +44 20 7413 5566, ou  
consulter le site <http://www.amnesty.org>